



**Marché de prestations liées à la vérification
périodique obligatoire des
bâtiments communautaires**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

C.C.T.P

SOMMAIRE

1	GENERALITES	3
2	DELAI D'INTERVENTION	3
3	CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS.....	4
4	BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES	4
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
6	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
7	EXECUTION DES VERIFICATIONS	5
7.1	ASCENSEURS, MONTE-CHARGE	6
7.2	INSTALLATIONS DE GAZ	6
7.3	INSTALLATIONS DE CHAUFFERIE	6
7.4	INSTALLATIONS THERMIQUES	7
7.5	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	7
7.6	INSPECTION THERMOGRAPHIQUE.....	7
7.7	APPAREILS A PRESSION	7
7.8	VERIFICATION DES PARATONNERRES SELON LA NORME NFC 17.100 ET 17.102.....	8
7.9	VERIFICATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE	8
7.10	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL – LEVAGE	8
7.11	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL – MACHINE	8
7.12	EQUIPEMENTS INDIVIDUELS DE PROTECTION	9
7.13	PORTES ET PORTAILS	9
7.14	EQUIPEMENTS SPORTIFS	9
7.15	VEHICULE DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES.....	10
8	RAPPORTS DE VERIFICATION	10
8.1	FORMAT PAPIER	10
8.2	FORMAT INFORMATIQUE.....	10
9	VARIATION DU VOLUME DE PRESTATIONS.....	11

1 GENERALITES

La présente consultation concerne l'ensemble des vérifications périodiques obligatoires à réaliser sur l'ensemble des établissements communautaire.

Grand Calais Terres et Mers s'engage à passer commande, pour les établissements des cinq secteurs, selon la programmation établie par le planning des visites. Ce planning propose la périodicité des visites selon les critères suivants :

- **MACH 12** – Machine : Vérification annuelle des machines (centrifugeuses).
- **LEV 6** – Levage : Vérification semestrielle des engins de levage mobiles, bras ou portiques de levage, nacelles, pont-levant garage, poutres équipe-chaines motorisées.
- **LEV 12** – Levage : fers « I » ou « H », et règles générales (poulie, crochets, chaines, etc.).
- **ASC 12** – Ascenseur : Vérification annuelle des ascenseurs & monte-charge.
- **GZ 12** – Gaz : Vérification annuelle des installations de gaz.
- **CH 12** – Chauffage : Vérification annuelle des chaufferies.
- **IT 12** – Installations thermiques : Vérification annuelle des appareils de cuisson.
- **EL 12** – Electricité : Vérification annuelle des installations électriques.
- **TH 12** – Inspection thermographique infrarouge des installations électriques.
- **PR 40** – Pression : Vérification tous les 40 mois des appareils à pression de gaz.
- **PAR 36** – Paratonnerre : Vérification triennale des paratonnerres.
- **SSI 12** – Système de mise en sécurité incendie hors SSI : Vérification annuelle du désenfumage naturel et/ou mécanique, équipements d'alarme, dispositifs de fermeture résistant au feu.
- **SSI 36** – Système de Sécurité Incendie : Vérification triennale des SSI
- **EPI 12** – Equipements de protection individuelle: Vérification annuelle des EPI
- **PP6** – Portes et portails : Vérification annuelle des portes et portails automatiques
- **ES12** – Equipements sportifs : Vérification annuelle des équipements sportifs
- **BOM3** – Vérification trimestrielle des véhicules de transport des ordures ménagères

Chaque visite d'un transformateur se fera accompagnée d'un électricien de Grand Calais Terres et Mers.

Les vérifications des installations électriques et de gaz dans les cuisines ne sont pas autorisées pendant la préparation des repas (complexe nautique ICEO et base de voile Tom SOUVILLE).

Le soumissionnaire devra organiser son contrôle afin de ne pas perturber l'activité du restaurant.

Le tableau « bordereau de prix unitaires » doit faire apparaître le coût hors taxes de chaque visite.

2 DELAI D'INTERVENTION

Les visites des installations techniques des bâtiments concernés seront exécutées à réception des bons de commande établis par le Service des Bâtiments de la Communauté d'Agglomération.

Les rapports devront être transmis, dans tous les cas, au plus tard 15 jours après le contrôle sur site.

3 CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS

Le soumissionnaire aura, s'il le souhaite, la possibilité de visiter les lieux, dans les conditions fixées par le Service des Bâtiments (voir règlement de consultation).

Le soumissionnaire sera tenu d'effectuer l'ensemble des prestations définies dans son offre. Aucune révision du montant proposé ne sera acceptée par insuffisance de connaissance des lieux.

Certains bâtiments (Conservatoire de Musique et de Danse, les piscines etc...) comportent des installations (radiants gaz, luminaires, etc.) situées à des hauteurs élevées variant de 5 à 15 mètres.

L'entreprise devra incorporer cette situation dans les prix de base de son marché.

4 BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Un tableau « Recensement des vérifications périodiques » précise, en fonction de chaque bâtiment, la nature des contrôles à effectuer avec des précisions complémentaires.

Un tableau « Bordereau de Prix Unitaires » permet d'indiquer par secteur et pour chaque établissement le coût, hors taxes, des visites (à indiquer dans les cases blanches). Un Détail Estimatif d'Aide à la Décision complète ce bordereau.

Les prix définis comportent également tous les frais, bénéfices, déplacements, transports, taxes autres que la TVA, frais d'assurances, d'études, ainsi que toutes sujétions se rapportant aux visites.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent marché ayant pour objet la vérification périodique des installations techniques dans les ERP ainsi que dans les secteurs industriels et tertiaires.

Les textes fondamentaux qui régiront ces contrôles, sont :

- L'arrêté du 23 mars 1965, relatif au règlement de sécurité contre l'incendie dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),
- L'arrêté du 25 juin 1980 (Dispositions Générales et Dispositions Particulières),
- Les DTU et les normes françaises en vigueur,
- Le règlement sanitaire départemental (RSD)
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Le Code du Travail,
- L'arrêté du 13 août 1954,
- L'arrêté du 31 octobre 1973,
- L'arrêté type, n° 355, des installations classées, relatif aux transformateurs au PCB (article 31),
- Le décret du 21 septembre 1977 relatif à la modification d'installation de transformateurs au PCB,
- L'arrêté du 7 novembre 1990 relatif aux conditions d'agrément (voir chapitre 5 du CCAP).

6 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

En complément des textes généraux définis à l'article 5 du présent CCTP, les vérifications devront s'appuyer sur les textes particuliers suivants :

- **Appareils de levage** : arrêté du 9 juin 1993, articles 22 et suivants de l'arrêté du 1^{er} mars 2004
- **Ascenseur et monte-charge** : décret du 10 juillet 1913 modifié, arrêté du 01 mars 2004, article AS 10 du règlement de sécurité des ERP.
- **Système de mise en sécurité incendie** :
 - **Hors SSI et SSI** : arrêté du 25 juin 1980,
- **Installations thermiques et fluides, gaz et chauffage** : arrêté du 25 juin 1980
- **Installations électriques (vérifications périodiques réglementaires des installations électriques au titre de la sécurité des personnes au travail et vérifications périodiques en exploitation des installations électriques d'un ERP)** : décret du 14 novembre 1988 et arrêté pris en application, relatif à la protection des travailleurs, normes NFC 13-100,13-200 & 15-100 applicable au 1^{er} juin 2003 pour les constructions et modifications postérieures à cette date, arrêté du 10 octobre 2000
- **Paratonnerres** : arrêté du 15 janvier 2008 et circulaire du 24 avril 2008, Normes NFC 17-100
- **Machines** : arrêté du 5 mars 1993 et 24 juin 1993.
- **Portes et portails** : arrêté du 12 novembre 1990 et du 21 décembre 1993.
- **Appareils sous pression** : décret 99-1046 du 13 décembre 99 et arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié.
- **Vérification des EPI contre les risques de chute de hauteur et dispositif d'ancrage pour la protection contre les chutes**: article R4323-90 du code du travail et recommandation CNAMTS R430.
- **Bennes de collecte des ordures ménagères** : Code du travail Article R.4323-23 du 04 juin 1993, Arrêté du 5 mars 1993 complété par l'arrêté du 4 juin 1993, Arrêté du 24 juin 1993

7 EXECUTION DES VERIFICATIONS

Généralités :

Un avis de passage sera délivré par courrier ou par mail quinze jours (15) avant chaque intervention.

En dehors des accès « habituels », le bureau de contrôle devra s'assurer l'accès des installations spécifiques conformément à l'article 3 du présent CCTP.

Les vérifications consisteront, dans tous les cas, à examiner visuellement les installations sans démontage ni soudage, à procéder à des essais de fonctionnement de certains appareils.

D'une façon générale, les vérifications devront être exécutées conformément aux textes définis aux articles 5 et 6 du présent CCTP et comporter les contrôles principaux suivants :

7.1 ASCENSEURS, MONTE-CHARGE

Examens visuels destinés à :

- Examen visuel de l'état de conservation des parties accessibles.
- S'assurer de la présence et de la réalisation des dispositifs ou dispositions de sécurité prévus par la réglementation.
- Déceler les anomalies ou défauts apparents.
- Mesures et appréciations dimensionnelles.
- Essais de fonctionnement consistant :
 - Freins
 - Limiteurs de course
 - Limiteur de charge
 - Serrures des ascenseurs et monte-charge.

En cas d'arrêt impératif d'un appareil, le prestataire aura l'obligation de prévenir Grand Calais dans les 24 heures suivant la constatation par écrit et **immédiatement par téléphone**.

Contact : Baptiste Delrocq - téléphone : 03 21 19 55 23.

7.2 INSTALLATIONS DE GAZ

- Etablissement d'un schéma de principe de l'installation
- Vérification des dispositifs de comptage et de détente
- Vérification des conduites et organes de coupure
- Vérification de l'étanchéité des circuits et gaines depuis le détendeur du fournisseur d'énergie
- Vérification des raccordements des appareils d'utilisation
- Vérification des aérations et ventilations des locaux
- Contrôle de résistance mécanique et d'étanchéité
- Vérification des dispositifs d'arrêt d'urgence
- Vérification de l'affichage des consignes de sécurité
- Vérification des systèmes d'évacuations des gaz brûlés
- Vérification des chaufferies (organes de coupure, ventilation, brûleurs, essais d'étanchéité)

7.3 INSTALLATIONS DE CHAUFFERIE

- Vérification des équipements en moyens de secours. L'entreprise devra fournir, en début de rapport, une fiche comportant les caractéristiques techniques des chaudières (marques, puissances en Kw/h)
- Etablissement d'un schéma de principe de l'installation
- Vérification du local (parois, plafonds, issues, sas)
- Vérification des équipements (portes, siphon, puisard, ventilation, gaine, éclairage)
- Vérification des chaudières (implantation, brûleurs, combustibles)
- Vérification des organes de sécurité (thermostats, voyants, robinets de barrage, soupapes de sûreté, alimentation en eau, coupures extérieures électriques, combustible), des conduits de fumée
- Vérification des moyens de secours (extincteurs, réserve sable, pelle, contacteurs déclencheurs, cuvettes rétention)

7.4 INSTALLATIONS THERMIQUES

- Vérification des appareils de cuisson conformément au règlement de sécurité (Art GC19)

7.5 INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Notamment :

- Etablissement d'un schéma unifilaire des installations électriques si besoin est.
- *Vérification des postes haute tension*
Examens visuels de l'équipement et des locaux (état général, protection contre les risques de chocs électriques, de brûlures et d'incendie).
Vérification du niveau des diélectriques liquides.
Contrôle de la continuité des conducteurs de protection et mesure de résistance des prises de terre.
- *Transformateurs*
Vérification périodique triennale de l'étanchéité ou de l'absence de fuite des appareils et dispositifs de rétention.
Signalisation des appareils.
Vérification de l'étanchéité au feu du local où se trouve la cellule « transformateur ».
- *Vérification des tableaux et canalisations MT, BT et TBT*
Examen des conditions d'installation exigées par les règles de l'art, notamment le décret du 10 octobre 2000.
- *Vérifications des continuités des mises à la terre*
 - des liaisons des matériels fixés et amovibles
 - des prises de courant
 - des appareils d'éclairage fixes.
- *Mesure d'isolement*
 - de tous les appareils amovibles présentés
 - des matériels fixes dont la mise à la terre est inexistante ou défectueuse.
- *Essais des dispositifs de protection à courant différentiel résiduel*

7.6 INSPECTION THERMOGRAPHIQUE

Vérification de l'ensemble des tableaux de l'installation électrique à l'aide d'une caméra thermographique. Signalement de tout échauffement anormal.

7.7 APPAREILS A PRESSION

- Vérification intérieure et extérieure des appareils.
- Ces vérifications comporteront :
 - Le contrôle interne et externe des parois sous pression, ainsi que des parties annexes directement liées à la bonne tenue de l'appareil. Cet examen visuel est complété par des relevés locaux d'épaisseur aux ultrasons.
 - L'existence, la conformité et l'état général des organes de sécurité et accessoires.
 - L'examen de la situation administrative de l'appareil.

7.8 VERIFICATION DES PARATONNERRES selon la norme NFC 17.100 et 17.102

- Contrôle de la résistance de la prise de terre.
- Contrôle de l'emplacement des dispositifs de capture.
- Contrôle de la nature des matériaux du dispositif de capture.
- Contrôle de la nature des matériaux des conducteurs.
- Contrôle de la section des conducteurs de descente.
- Contrôle de la continuité électrique.
- Contrôle de la fixation mécanique des différents éléments.
- Contrôle de l'éloignement des canalisations électriques du bâtiment.
- Vérification qu'aucune extension ou modification de la structure protégée n'impose la mise en place de dispositifs complémentaires de protection.

7.9 VERIFICATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

SSI 12 Système de mise en sécurité incendie hors SSI

- Examen des documents d'exploitations.
- Vérification fonctionnelle du désenfumage naturel et mécanique et essais de fonctionnement, équipements d'alarme, dispositifs de fermeture résistant au feu.
- Etat de l'installation en fin d'intervention.
- Conclusion.

SSI 36 Système de Sécurité Incendie : Vérification triennale des SSI

7.10 EQUIPEMENTS DE TRAVAIL – LEVAGE

Selon l'arrêté du 30 juin 1993 :

- Examen d'adéquation des appareils de levage et de leurs supports,
- Essais de fonctionnement destinés à vérifier les dispositifs de sécurité tels que :
 - freins,
 - limiteurs de course
 - limiteurs de charge
 - etc...
- Examen d'adéquation des accessoires de levage,
- Epreuve statique des accessoires de levage,
- Examen de l'état de conservation des appareils de levage,
- Epreuve statique des appareils de levage,
- Epreuve dynamique des appareils de levage.

7.11 EQUIPEMENTS DE TRAVAIL – MACHINE

Selon l'arrêté du 17 mars 1993 :

- Vérification visuelle de l'état physique du matériel

- Vérification des éléments fonctionnels concourant au travail par des essais de fonctionnement
- Vérification des réglages et des jeux
- Vérification de l'état des indicateurs.

7.12 EQUIPEMENTS INDIVIDUELS DE PROTECTION

Plusieurs types d'équipements seront à vérifier.

- Crochets de sécurité
- Anneaux d'ancrage
- Supports de potelets

Le prestataire devra prévoir, à sa charge, l'accès aux équipements dans des conditions de sécurité imposées par les textes en vigueur.

Deux types de vérifications sont à prévoir :

- Inspection visuelle de l'état de conservation et contrôle de la fixation mécanique des différents éléments.
- Epreuve dynamique sans détérioration à la CMU de l'équipement concerné.

7.13 PORTES ET PORTAILS

- Vérification des portes et portails automatiques ou semi-automatiques
 - Eléments de guidage
 - Articulations
 - Fixations
 - Système d'équilibrage

Inspection visuelle de l'état de conservation

7.14 EQUIPEMENTS SPORTIFS

Essai par examen visuel de l'état apparent de conservation des parties accessibles ou rendues accessibles à la demande du vérificateur ;

Essai manuel par « ébranlement des montants ou des poteaux » permettant de tester la stabilité de l'équipement et la solidité de ses fixations ;

- par un examen de l'état de conservation du marquage pour les équipements assujettis ;

En cas d'arrêt impératif de tout appareil ou matériel lors d'une vérification, le prestataire aura l'obligation de prévenir Grand Calais dans les 24 heures suivant la constatation par écrit et **immédiatement par téléphone**. Contact : Baptiste Delrocq - téléphone : 03 21 19 55 23.

7.15 VEHICULE DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

Les vérifications générales périodiques portent sur l'ensemble des éléments dont la détérioration est susceptible de créer un danger.

Ces vérifications limitées aux parties visibles et aux éléments accessibles par démontage des carters ou capots sont les suivantes :

- Vérification visuelle de l'état des matériels
- Vérification des éléments de fonctionnels concourant au travail par des essais de fonctionnement
- Vérification des réglages et des jeux
- Vérification de l'état des indicateurs.

En cas d'arrêt impératif de tout appareil ou matériel lors d'une vérification, le prestataire aura l'obligation de prévenir Grand Calais dans les 24 heures suivant la constatation par écrit et **immédiatement par téléphone**. Contact : Stéphane Blot - téléphone : 03 21 19 63 89.

8 RAPPORTS DE VERIFICATION

8.1 FORMAT PAPIER

Chaque mission ou vérification fera l'objet d'un rapport détaillé à établir sur support papier et à transmettre à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
A l'attention du Service Bâtiment
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

8.2 FORMAT INFORMATIQUE

Le rapport sera fourni sous forme de fichier informatique sous format PDF.

Par ailleurs, le prestataire précisera dans quelles conditions les rapports sont consultables via Internet sous format pdf. Cet accès devra permettre l'impression à partir du site de consultation ainsi que l'extraction de la liste des observations pour les utiliser sous forme d'un tableau sous format WORD ou XLS pour la gestion des travaux de levée de réserves.

Sauf stipulations contraires sur le bon de commande, le rapport devra parvenir à l'administration **au plus tard quinze jours après l'exécution de la vérification**. Cependant, le Maître d'ouvrage pourra exiger, exceptionnellement, que les rapports soit remis dans un délai plus court, notamment dans le cadre d'une commission de sécurité.

Il devra obligatoirement comporter :

- Les mentions et informations fixées par les textes réglementaire notamment l'arrêté du 10 octobre 2000, ou à défaut d'indications :
 - La date de la visite ou l'identification des documents examinés,
 - Le nom et la qualité du ou des intervenants,
 - La référence des textes pris en considération,
 - Les différentes opérations et missions effectuées,
 - Le résultat de toutes les vérifications, mesures et essais réalisés,
 - Les éléments vérifiés non conforme au classement du bâtiment ou du local,
 - Les avis, observations, appréciations et remarques résultant de sa mission.

Les registres de contrôle réglementaires seront établis et émargés par les vérificateurs après chaque intervention.

Suite à chacun de ses passages, le vérificateur devra faire connaître au Maître d'Ouvrage les établissements dont le registre n'a pas été présenté.

9 VARIATION DU VOLUME DE PRESTATIONS

Grand Calais Terres et Mers se réserve le droit de modifier la nature et le nombre des visites prévues.